

Devant le climat délétère qui règne au sein du secteur

Education : 14 syndicats comptent paralyser les écoles durant trois jours

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Conseil des ministres

Tebboune préside aujourd'hui la réunion périodique

Page 2

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5364 - Dimanche 2 mai 2021 - Prix : 10 DA

Respect des mesures anti-Covid-19

Les walis appelés à plus de fermeté

Page 2

France, la tribune des généraux

Par Mohamed Habili

On disait l'autre jour ici même que la probabilité est forte que la présidentielle française de 2022 soit une répétition de la précédente, et sinon globalement du moins dans son deuxième tour, les choses semblant en effet s'acheminer de nouveau vers un duel final mettant aux prises Emmanuel Macron à la candidature de l'extrême droite Marine Le Pen. Qu'un président sortant se représente, rien de plus banal. Mais qu'un premier mandat plus tard, ce même président doit affronter le même adversaire, voilà qui n'est pas fréquent. Encore moins si cet adversaire est le représentant, en l'occurrence la représentante, de l'extrême droite, une famille politique qui ne prospère que sur une crise politique catastrophique. Une victoire de Marine Le Pen en effet, ou même seulement la possibilité qu'elle puisse se produire, enfoncerait la France dans une crise politique majeure. Ce serait tout simplement la fin de la 5^e République. Il faut qu'un pays aille très mal pour qu'un candidat soit certain d'être élu ou réélu dès lors qu'il n'a pas été éliminé au premier tour. Mais tout cela on le savait déjà. Ce qu'on ne pouvait pas deviner, en revanche, c'est qu'une vingtaine de généraux à la retraite en viendront bientôt à signer, en compagnie de plusieurs centaines de militaires dont une vingtaine encore en activité, une tribune dans laquelle ils menacent d'un putsch s'il n'est pas trouvé remède à ce qu'ils appellent le «délitement» de la France.

Suite en page 3

Le président de la République dans un message à l'occasion du 1^{er} mai

«Préserver les emplois en dépit des contraintes»



Phs/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé, hier, son attachement à orienter le gouvernement vers la préservation des emplois en dépit des contraintes induites par la situation épidémiologique, et la régularisation de la situation des titulaires de contrats de préemploi.

Page 2

Célébration du 1^{er} mai par des syndicats autonomes

Marche à Béjaïa pour la préservation des acquis sociaux

Page 16

Premier anniversaire de la disparition du chanteur Idir

Une commémoration réduite en raison de la crise sanitaire

Page 7

Le président de la République dans un message à l'occasion du 1^{er} mai

«Préserver les emplois en dépit des contraintes»

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé, hier, son attachement à orienter le gouvernement vers la préservation des emplois en dépit des contraintes induites par la situation épidémiologique, et la régularisation de la situation des titulaires de contrats de préemploi.



Ph.D. R.

nous nous efforçons par tous les moyens possibles de réduire, parallèlement à la consolidation de la place des travailleurs, particulièrement la classe moyenne et la classe vulnérable».

Législatives du 12 juin, un enjeu vital

Aussi, le président de la République a affirmé que les élections législatives du 12 juin prochain sont «un enjeu vital» que relèvera le peuple avec sa volonté libre et souveraine pour l'édification d'institutions «fortes et crédibles».

«A l'approche du lancement de la campagne électorale pour les législatives du 12 juin prochain, je tiens à affirmer que cette échéance est un enjeu vital que relèvera le peuple algérien avec sa volonté libre et souveraine en vue de bâtir des institutions fortes et crédibles», a-t-il affirmé. Le Président Tebboune a tenu à

assurer de «la réunion de toutes les conditions garantissant la régularité et la transparence de cette échéance nationale importante, en sus de la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour permettre aux électeurs d'accomplir leur devoir dans un climat de tranquillité et de confiance en l'avenir». A cette occasion, il a exhorté les candidats sur les listes de partis politiques et d'indépendants à faire montre, lors de la campagne électorale, d'une compétition loyale et de respect de l'éthique de l'exercice politique. Comme il a appelé le peuple algérien à choisir ses élus, femmes et hommes, «parmi ceux qui sont dignes de confiance, compétents et parfaitement au fait des affaires publiques, afin de porter haut la voix de la démocratie et de la citoyenneté pour le changement avec la volonté souveraine du vaillant peuple algérien».

A. F.

Par Aomar Fekrache

Dans un message adressé aux travailleurs algériens à l'occasion de la Journée mondiale du travail, lu en son nom par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, El Hachemi Djaaboub, au siège de la wilaya d'Alger, le Président a indiqué que «nous nous orientons progressivement vers l'absorption d'un nombre important de nos jeunes chômeurs, à la faveur de la mise en place de mécanismes de soutien aux entreprises économiques, appelées à contribuer à la résorption de la main-d'œuvre, dans le but de réduire le taux de chômage, à

travers des approches en adéquation avec les exigences de l'économie de la connaissance, notamment à travers les start-up et les petites et moyennes entreprises (PME)». Saluant «les efforts consentis par les entreprises à l'effet de préserver les postes d'emploi et les salaires en dépit de la situation difficile», Abdelmadjid Tebboune s'est félicité de «l'accès de nos jeunes au monde de l'entrepreneuriat, valorisant leurs capacités à créer des opportunités d'investissement avec ce qu'ils possèdent comme savoir-faire et innovation».

Les prémices de la contribution des jeunes dans la création de la richesse et des emplois, a-t-il ajouté, «commencent à donner les résultats escomptés, ce qui appelle à davantage d'en-

couragement et d'incitation à adhérer à un mode économique attractif qui prend en charge une partie du chômage que

Saida Neghza présente à la cérémonie



DES MEMBRES du gouvernement, des représentants de syndicats et du patronat dont Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), étaient présents, hier, à la cérémonie de célébration de la Fête des travailleurs, organisée au siège de la wilaya d'Alger. Lors de cette cérémonie, le ministre du Travail, El Hachemi Djaaboub, a prononcé une allocution du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, adressée aux travailleuses et aux travailleurs.

R. N.

Conseil des ministres

Tebboune préside aujourd'hui la réunion périodique

LE PRÉSIDENT de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, président, aujourd'hui, la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera dimanche 2 mai 2021, la réunion périodique du Conseil des ministres qui sera consacrée à l'examen et l'adoption de nombre d'exposés relatifs aux secteurs de l'Intérieur, la Justice, l'Habitat, le Commerce et la Santé», a précisé le communiqué.

R. N.

Respect des mesures anti-Covid-19

Les walis appelés à plus de fermeté

Les walis de la République sont appelés à mobiliser tous les moyens pour la mise en œuvre des mesures anti-Covid-19 ainsi que la nécessité de relever le niveau de vigilance sur le plan local.

Le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, a présidé, par visioconférence, une réunion avec les walis, consacrée à plusieurs dossiers. La recrudescence de l'épidémie de coronavirus en Algérie était placée en tête de l'ordre du jour de cette réunion, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Rappelant, dans ce cadre, les dernières instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Kamel Beldjoud a appelé les walis à mobiliser tous les moyens matériels et humains afin de mettre en œuvre les mesures édictées par les hautes autorités.

Le communiqué cite, entre autres, le durcissement du contrôle du respect des

mesures préventives, mais également l'intensification des campagnes de sensibilisation à l'application rigoureuse du protocole préventif. Et ce, en partenariat avec les acteurs du mouvement associatif. Il a souligné la nécessité de relever le niveau de vigilance au plan local et de veiller à l'actualisation constante des enquêtes épidémiologiques, «de manière à juguler l'apparition de nouveaux foyers et maîtriser la tendance ascendante des cas», a précisé la même source.

Autres mesures abordées lors de cette réunion : les mesures prises localement afin d'assurer l'accompagnement logistique de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) dans la préparation des prochaines élections législatives.

Il a été également question de l'évaluation de l'état d'avancement des programmes de développement local, en particulier les projets lancés pour remédier

à certaines lacunes enregistrées. Le ministre de l'Intérieur a ordonné aux walis d'être à l'écoute des préoccupations des citoyens et des membres de la société civile.

Il leur a également ordonné de prendre toutes les mesures afin d'assurer leur prise en charge, en sus de la question de l'hygiène publique et de l'amélioration du cadre de vie.

Enfin, les préparatifs de la saison estivale ont été discutés également lors de cette réunion. Le ministre a insisté sur la prise

de toutes les mesures pour que cette saison se déroule dans de bonnes conditions, en coordination avec les différents secteurs, selon la même source.

Les choses ne semblent pas pour autant s'améliorer en raison du non-respect des mesures prises par le gouvernement pour juguler ce virus. Avec la hausse inquiétante des contaminations et la propagation de variants, les citoyens sont de nouveau interpellés afin qu'ils se conforment aux mesures de prévention. Louisa Ait Ramdane

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 203 nouveaux cas et 8 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (9), portant à 3 261 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 203 cas, soit 39 cas de moins par rapport au bilan d'hier (242), pour atteindre, au total, 122 311 cas confirmés.

R. N.

Devant le climat délétère qui règne au sein du secteur

Education : 14 syndicats comptent paralyser les écoles durant trois jours

■ Quatorze syndicats autonomes du secteur de l'Education ont appelé, dans un communiqué rendu public, à observer une grève de trois jours, les 9, 10 et 11 mai, ainsi que l'organisation de sit-in devant les directions de l'éducation à travers les différentes wilayas du pays.

Par Thinhinene Khouchi

Les syndicats de l'Education semblent vouloir avoir gain de cause cette fois-ci. En effet, devant le ministère qui de respecte pas ses engagements et le climat délétère qui règne au sein du secteur, quatorze syndicats autonomes du secteur de l'Education ont décidé de paralyser, une nouvelle fois, les écoles du pays. Suite à une réunion tenue jeudi, l'Unpep, CLA, Satef, Snapest, Snopsen, Snacl, Snafe, Snacl, Cnadl, Snaace, Snaadep, Snaase, Sate et Madjel, ont publié un communiqué où ils appellent leurs adhérents à observer une grève de trois jours, à savoir le 09, 10 et 11 mai, et à participer à des sit-in devant les directions de l'éducation des différentes régions du pays. Dans ce communiqué, les syndicats autonomes ont réitéré leurs revendications socioprofessionnelles et pédagogiques, déjà exprimées et déposées sur le bureau du ministre de l'Education. Amélioration du pouvoir d'achat est le mot d'ordre générique de ces revendications qui portent sur «la majoration du point indiciaire dans le calcul des salaires, révision du système des primes et indemnités, rétablissement du droit à la retraite sans conditions d'âge et permanisation des travailleurs des corps communs». Sur le plan pédagogique, les cinq syndicats réclament «la réforme du système éducatif» ainsi que «la révision des programmes scolaires», insistant auprès de la tutelle pour que le partenaire social soit associé aux consultations pour poser sur la table leurs propositions. Réagissant, lors d'une conférence tenue par visioconférence



PH.D.R.

avec les directeurs de l'éducation des wilayas sur les mouvements de contestation marquant récemment le secteur, le ministre de l'Education nationale, Ouadjaout, a mis en avant le plein engagement de son secteur à la prise en charge des préoccupations soulevées légalement, conformément aux cadres juridiques en vigueur, appelant la communauté éducative à «faire preuve de responsabilité et à adhérer aux efforts de dialogue, de manière à assurer la stabilité du secteur au service de l'élève et du savoir». A ce propos, Ouadjaout a donné des instructions aux directeurs de wilaya pour l'accélération du paiement des droits financiers des employés, notamment les nouvelles recrues, les suppléants et les contractuels, outre les rappels cumulés depuis 2015 (rappels de salaires et de promotions), rappelant «la consécra-

tion d'importants montants à cet effet ce qui reflète les efforts de l'Etat qui accorde un intérêt majeur à la régularisation des dossiers en instance qui seront tous pris en charge au titre de l'année financière 2021». Le ministre a appelé les représentants des organisations syndicales agréées à tenir des réunions périodiques et continues pour concerter et examiner la situation locale que connaît le secteur de l'Education en général, ainsi que les inspecteurs à intensifier les visites au niveau des établissements éducatifs en vue de régler les problèmes soulevés et recourir à l'action de proximité et de sensibilisation pour un accompagnement effectif sur le terrain. Il s'agit également de coordonner avec l'ensemble des organisations syndicales agréées auprès du secteur et les asso-

ciations des parents d'élèves suivant un programme visant à inviter l'ensemble des travailleurs de l'éducation, tous grades et corps confondus, à «faire preuve de sagesse et de retenue que les enfants du secteur n'ont eu de cesse de prouver, et à ne pas céder aux publications anonymes qui, à quelques semaines de la fin de l'année scolaire, tentent de déstabiliser et d'hypothéquer l'avenir de nos enfants». Concernant les dossiers à caractère sectoriel commun, Ouadjaout a indiqué que le ministère de l'Education nationale «poursuit toujours ses efforts pour examiner et régulariser tous les dossiers», relevant que son secteur «consacre le principe de partenariat social par la tenue d'une série de rencontres régulières avec les partenaires sociaux agréés».

T. K.

Ramadhan dans les Cités universitaires

Nouveau dispositif pour l'Iftar en prévention contre le coronavirus

Les dispositions de prévention contre la propagation du coronavirus ont amené les responsables des Cités universitaires à la mise en place d'un nouveau dispositif consistant en la prise de l'iftar dans les chambres et non dans le resto collectif.

«L'iftar dans les Cités universitaires est très différente cette année avec l'interdiction des repas collectifs, dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du Covid-19», s'accordent à relever des étudiants lors d'une tournée de l'APS à travers nombre de résidences universitaires dans la capitale.

Néanmoins, cette situation «inédite» pose pour Sihem, étudiante résidant à la Cité universitaire Saïd-Hamdine, «la contrainte de prendre un repas froid, car servi quelques heures avant l'iftar pour éviter tout rassemblement au moment du service».

Les repas commencent à être servis à partir de 17h00 jusqu'à 30 minutes avant la rupture du jeûne, ce qui implique, explique-t-elle, «l'utilisation de résistances électriques chauffantes», précisant que cet appareil «est utilisé de manière très rationnelle par les étudiantes, qui veillent à n'y recourir que brièvement et en alternance par peur d'un court circuit ou d'incendie, comme

celui de la résidence universitaire Ouled Fayet II qui a coûté la vie à une étudiante récemment».

Amina, une autre étudiante pensionnaire de la même Cité déplore, quant à elle, la qualité des repas servis, «d'où l'impératif d'en rectifier l'assaisonnement en les réchauffant», assure-t-elle.

Au niveau de la Cité universitaire Garidi 2, Karim (étudiant en travaux publics) tient à souligner «la considérable amélioration du repas de rupture du jeûne par rapport aux années précédentes». Dans cette résidence universitaire, «les repas commencent à être servis une demi-heure, à peu près, avant l'Adan et l'administration veille au

respect du protocole sanitaire», se félicite Mohamed, un autre étudiant. A la Cité universitaire Vieux Kouba, l'étudiant Ramdane regrette des repas «pas bons», ce qui pousse de nombreux étudiants à préférer les restos «Rahma» ou un Iftar chez des proches. Une visite à travers les restos de ces cités montre que leur capacité ne permet pas d'assurer un service sur place dans le respect des mesures préventives. Pour la distribution des repas, un couloir à suivre a été arrêté et du gel hydro-alcoolique est mis à disposition, expliquent les responsables qui font observer que le risque demeure présent avec un relâchement dans

France, la tribune des généraux

Suite de la page une

Comme par hasard leur mise en garde est publiée le jour même du soixantième anniversaire du Putsch d'Alger. Une vingtaine de signataires mis à part, lesquels sans doute seront sanctionnés, tous les autres sont des retraités. Pour autant, les autorités françaises ne prennent pas le fait à la légère. Il y a soixante ans, l'alerte a été sérieuse également, quoi qu'en ait dit ensuite Charles de Gaulle – «Le plus grave dans cette affaire... c'est qu'elle n'est pas sérieuse» –, puisque la quatrième explosion nucléaire a été précipitée de peur que la bombe, qui se trouvait déjà à Reggane, ne tombe entre les mains des putschistes. Pour autant la question se pose de savoir si la réaction du pouvoir actuel aurait été la même si Marine Le Pen ne s'était pas vue confortée dans son ambition par la tribune des généraux, au point d'ailleurs d'appeler ces derniers à la rejoindre dans son «combat pour la France». De sorte que la répétition de mai prochain ne sera pas une pure copie de l'original de 2017. Le putsch symbolique des généraux fait déjà la différence. D'après un sondage réalisé dans la foulée de la publication de leur tribune, 58 % des Français se reconnaîtraient dans son contenu. Ce chiffre est loin de correspondre à celui des intentions de vote au second tour, lequel reste favorable à Macron, bien que sa rivale tende à réduire l'écart entre eux. Que la crise, déjà là, s'aggrave ou s'atténue dans les semaines et mois à venir dépendra dans une large mesure de cet écart. S'il se rétrécit, cela veut dire que Le Pen conserve ses chances pour la prochaine présidentielle, où Macron ne pourra pas prendre part. Une réélection obtenue par lui à l'arraché suffira à elle seule à plonger la France dans l'instabilité, bien que dans ce cas de figure le pire soit évité. L'extrême droite y verra une demi-victoire. Elle saura dès ce moment que sa victoire complète non seulement est possible mais désormais à portée de sa main. M. H.

le port du masque.

Cependant, force est de constater l'absence d'unification des horaires de distribution des repas. Si dans certaines Cités le service commence une demi-heure avant l'Adan, dans d'autres il va au-delà, comme à Garidi 1. En effet, les repas y sont servis à l'heure de la rupture du jeûne en raison du nombre réduit des pensionnaires.

Y. N.

Diplomatie

Blinken salue le rôle de l'Algérie dans la stabilité au Sahel et en Libye

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a souligné, jeudi à Washington, le rôle de l'Algérie dans la promotion de la stabilité au Sahel et en Libye, saluant, par ailleurs, ses efforts consentis dans la diversification économique et énergétique, indique le porte-parole du département d'Etat, Ned Price.

Par Hocine Y.

Dans un entretien téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, «le secrétaire d'Etat a exprimé son appréciation du rôle de l'Algérie dans la promotion de la stabilité au Sahel et en Libye et salué ses efforts dans la

L'ambassadeur d'Algérie en France dans une mise au point à l'AFP

Ouvrir le fil à un mouvement séparatiste, une forme de «légitimation» et de «sympathie»

L'AMBASSADEUR d'Algérie en France, Mohamed-Antar Daoud, a déclaré, hier dans une mise au point adressée à l'Agence française de presse AFP, dont l'APS détient une copie, que le fait d'ouvrir le fil à un «mouvement séparatiste qui planifie des actions criminelles et attentats terroristes» contre les marches populaires pacifiques revêt une forme de «sympathie» et de «légitimation».

«L'AFP a habitude ses lecteurs et usagers à davantage de professionnalisme et d'éthique dans ses couvertures médiatiques malgré une posture éditoriale critique négativiste à l'égard de mon pays. Force est de constater aujourd'hui que le fait d'ouvrir son fil aux responsables de ce mouvement revêt une forme de légitimation voire de sympathie en direction des responsables de ce mouvement séparatiste qui planifie, selon les informations vérifiées du ministère de la Défense nationale, des actions criminelles et attentats terroristes contre les marches populaires pacifiques», a-t-il affirmé, en réponse à une dépêche de l'AFP diffusée le 26 avril dernier.

L'ambassadeur a ajouté que «les graves aveux donnés par l'ex-membre du mouvement subversif MAK, le dénommé H. Nouredine, aux services de sécurité, ont révélé l'existence d'un plan criminel perfide visant à perpétrer ces attentats pour exploiter ensuite les images dans leurs campagnes subversives et implorer l'intervention étrangère dans les affaires internes du pays».

«De ce qui précède, il me paraît utile de rappeler que l'Algérie, forte de son parcours et de son vécu, a toujours su démontrer sa capacité de protéger son unité nationale, à travers ses institutions soutenues par son peuple, qui ensemble, se sont érigés en rempart contre les récurrentes menaces et tentatives de déstabilisation», lit-on encore dans la mise au point de Mohamed-Antar Daoud.

Lyes F.

diversification économique et énergétique et sa volonté d'attirer davantage d'entreprises américaines en Algérie», a ajouté Ned Price dans une déclaration, publiée par le département d'Etat.

«Il a noté que les Etats-Unis se réjouissent d'être l'invité d'honneur de la Foire commerciale internationale 2022 de l'Algérie», ajoutant que «les deux responsables ont réaffirmé la solidité du partenariat américano-algérien».

Lors de cet entretien, Blinken et Boukadoum ont discuté «du renforcement des relations bilatérales fondées sur des valeurs partagées et des intérêts communs», a ajouté Ned Price. Ils ont discuté, en outre, «des possibilités d'accroître la coopération en Afrique pour promouvoir la prospérité économique et la stabilité régionale», a-t-il précisé.

Dans un tweet, Blinken s'est réjoui de son échange avec Boukadoum et du fait de réaffirmer l'importance des relations entre les deux pays (Algérie/ Etats-Unis). Pour le responsable américain, cela «va aider à faire progresser les intérêts communs». «Nous avons discuté de notre souhait de voir



PHOTO: R.

la stabilité et la prospérité en Libye et au Sahel», a-t-il écrit.

Jeudi, le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a indiqué s'être entretenu «par téléphone avec le secrétaire

d'Etat américain, Antony Blinken, sur les voies de renforcement du partenariat stratégique entre l'Algérie et les Etats-Unis dans divers domaines».

Les deux parties ont égale-

ment échangé leurs vues sur des questions régionales d'intérêt commun, notamment la situation au Sahara occidental, au Mali et en Libye, selon M. Boukadoum.

H. Y.

Le métier de berger durant le ramadhan à Naâma

Pénible tâche et défi contre la nature

Être berger à Naâma signifie une quête perpétuelle d'un pâturage pour le troupeau et d'un point d'eau pour étancher sa soif. Une tâche pénible durant le ramadhan en raison des longues distances à parcourir, souvent sous un soleil ardent et dans un environnement ingrat.

Les habitants des étendues steppiques de Sfisifa, Ain Benkhelil, Kasdir et autres zones de pacage de Naâma, pratiquent le métier d'éleveur dans cette wilaya qui dispose d'un cheptel de près de 2 millions de têtes. Le quotidien du pasteur est toutefois ponctué par des conditions météorologiques plutôt difficiles durant le mois sacré.

Bousmaha a choisi de planter sa tente au milieu des Hauts-Plateaux, dans la zone de «Massif», à l'est de Naâma. Il explique que le métier de berger durant le mois de ramadhan est «un défi constant contre la nature et le climat, car cela demande de la patience, une forte volonté et de la présence pour pouvoir observer le jeûne dans les meilleures conditions possibles».

Il estime «difficile de supporter les conditions de travail, eu égard notamment aux violentes tempêtes de sable qui, souvent, redoublent en puissance à la fin du printemps et au début de l'été, période de transhumance pour

chercher de meilleurs pâturages», ajoutant que «la vie pastorale en ce mois de ramadhan est pénible et vous donne le sentiment de lassitude et de fatigue».

Miloud, âgé de 27 ans, est l'un des plus jeunes éleveurs de la région de «Roudassa», près de Méchéria. Il a bénéficié de l'aide de l'Etat pour créer des unités de production d'élevage en zone rurale. Il estime qu'avec le jeûne et les rudes conditions naturelles la concentration diminue. Le berger doit rester vigilant face aux risques qui le guettent, comme les piqûres de scorpion et les morsures de serpent et autres. Bouhafs, quinquagénaire, se déplace quotidiennement, se déplace quotidiennement en compagnie de son frère, à travers les zones de pacage, notamment dans la région «Sedrat Laghzal», dans les environs de Naâma, une sortie pour faire nourrir son élevage. La tête voilée d'un chèvre pour se protéger des piqûres du soleil. Il porte toujours sur lui une petite radio, un gourdin et une guesba (flûte) qu'il use, à ses temps perdus, pour rompre avec la morosité quotidienne. Pour lui, c'est un moment prompt pour se déstresser.

Bouhafs relate son quotidien : «Durant le ramadhan, je commence mon travail immédiatement après la prière d'El Fadjar.

Mon travail se poursuit sans arrêt jusqu'à l'approche du coucher du soleil. C'est vous dire que le berger ne se repose pas, sauf le temps d'un instant pour faire la sieste dans l'après-midi».

Solidarité entre éleveurs

Faisant part de la particularité du travail du berger, ses contraintes surtout, tout au long de l'année, il a confié : «Nous sommes, aujourd'hui, contraints de faire des longues distances, parfois pas moins de dix kilomètres par jour, en se déplaçant d'un site à un autre, à la recherche d'un point d'eau ou d'une végétation généreuse».

Pour lui, «cette tâche devient de plus en plus difficile, notamment durant le mois de jeûne, une période nécessitant une volonté infatigable et représente un grand défi à relever au quotidien».

Dans la zone de «Hirèche», où se concentrent des dizaines de tentes d'éleveurs d'ovins, issus de la tribu «Beni Okba», comme dans tous les autres sites similaires, l'heure est à la solidarité entre membres de cette communauté. En dépit des aléas du temps et de la difficulté de leurs tâches, les éleveurs de la région se sont habitués à accueillir le ramadhan dans une ambiance de solidarité et de

convivialité. «C'est un moment de solidarité sans faille et un sens du partage, digne des valeurs ancestrales», comme l'a expliqué El Hadj Hithala. Outre la période de vaccination du cheptel, coïncidant avec le mois du jeûne, est également celui du lancement de la saison de la tonte du bétail, une pratique qu'entretennent les familles avec un soin particulier. C'est un savoir-faire qui se distingue en tant que rituel pratiqué de père en fils et qui commence dès le lever du jour.

Khatima, une septuagénaire de la région «Hadjeret Ettoual», considère que la tonte des ovins est un travail difficile qui implique les membres de la tribu, voire leur mise à contribution, afin d'achever cette tâche en un temps record. Elle reconnaît que «ce travail est loin d'être aisé durant le mois de ramadhan».

Lorsque le temps de la transhumance s'achève et que le troupeau regagne enfin la «Zriba», les bergers parviennent à oublier leur peine et leur fatigue. Les méidas du ftour garnies les réunissent autour des meilleurs plats traditionnels. Le tout est suivi de veillées familiales au tour du traditionnel thé qui effacent les difficultés d'une longue journée d'un travail pénible et d'un jeûne observé dans un milieu particulier, pas comme pour les autres.

Dalil N.

Plus de 3 500 infractions durant les 10 premiers jours du ramadhan

■ Les services de contrôle économique et de répression de la fraude ont mené, durant les 10 premiers jours du mois de ramadhan, plus de 35 000 interventions ayant donné lieu à l'enregistrement de quelque 3 500 infractions, a-t-on appris auprès du ministère du Commerce.

P.H.D. R.



Par Younés S.

Le bilan des activités de contrôle économique et de répression de la fraude au niveau du marché national durant les 10 premiers jours de ramadhan fait état de 35 954 interventions, lors desquelles les services de contrôle

ont constaté 3 535 infractions et dressé 3 378 procès-verbaux de poursuites judiciaires, avec proposition de fermeture de 227 locaux commerciaux. Ces interventions ont permis de saisir une quantité de 39,4 tonnes de marchandises non conformes où périmées, d'une valeur de 15,243 millions DA, outre la découverte

d'un montant global de 424,011 millions DA pour non-facturation, tandis que le nombre d'échantillons prélevés était de 342 échantillons. Les interventions des services du ministère du Commerce sont réparties sur deux volets, à savoir le contrôle de qualité et la répression de la fraude et le contrôle des pratiques commerciales. Concernant le volet relatif au contrôle de qualité et la répression de fraude, le bilan a fait état de 16 709 interventions des agents de contrôle, ayant donné lieu à 1 424 infractions et 1 350 procès-verbaux de poursuites judiciaires avec proposition de fermeture de 54 locaux commerciaux. Ces interventions ont donné lieu à la saisie d'une quantité de 39,4 tonnes de marchandises non conformes ou périmées, d'une valeur de 11,733 millions DA. Quant aux marchandises non conformes sur le plan de l'étiquetage, elles ont été transférées aux centres des instances sociales au niveau des services des domaines, du Croissant-Rouge algérien (CRA)

et des foyers pour personnes âgées, ajoute-t-on de même source. Concernant la nature des contraventions, le bilan a fait état de l'absence d'hygiène en tête de liste des contraventions avec 659 cas, soit 46,3 % du total des infractions, suivie de possession et vente de produits périmés (246 cas, 17,3 %), absence de l'autocontrôle (144 cas, 10,1 %), mauvaise conservation des produits (115 cas, 8,1%), non-conformité de l'étiquetage (71 cas, 5%), possession et vente de produits non conformes (39 cas, 2,7 %) et d'autres infractions diverses (150 cas, 10,5 %). A propos du contrôle des pratiques commerciales, 19 245 interventions ont été enregistrées, ayant donné lieu à 2 111 contraventions et l'établissement de 2 028 procès-verbaux de poursuites judiciaires et la fermeture de 173 commerces. Ces interventions ont dévoilé un montant total pour non facturation de 424,011 millions de DA et la saisie des marchandises d'une valeur de 3,509 millions de DA. Sur la nature des contraventions

enregistrées dans ce volet, elle porte essentiellement sur le non affichage des prix (977 cas, 46,3 % du total des contraventions), la non facturation (186 cas, 8,8 %), la non immatriculation au registre du commerce (119 cas, 5,6 %), opposition au contrôle (62 cas, 2,9 %), application des prix illégaux (43 cas, 2 %) et non modification des informations de l'extrait du registre du commerce (34 cas, 1,6 %). D'autres infractions ont été enregistrées, dont la pratique d'une activité commerciale sans autorisation et sédentaire sans local commercial et refus de vendre des marchandises sans motif légal (690 cas, 32,7 %, ajoute la même source.

Y. S.

France Le marché des voitures particulières en baisse de 21,48 %

LE MARCHÉ français des voitures particulières a enregistré, sur les quatre premiers mois de l'année, une baisse de 21,48 % par rapport à 2019, avec 592 219 nouvelles immatriculations, a indiqué, hier, le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

«La pénurie mondiale de composants électroniques affecte les productions de voitures neuves, et le fait que certaines usines aient été mises à l'arrêt temporaire retarde naturellement les livraisons de véhicules», a estimé le cabinet AADATA, dans un communiqué séparé. Par rapport à avril 2020, marqué par le premier confinement, le marché a cependant bondi de 568,8 %, et de 50,96 % sur les quatre derniers mois comparés à la période janvier-avril de l'année dernière.

AAADATA relève que les véhicules d'occasion ont fait mieux que le reste du marché en avril, avec 523.966 immatriculations. En avril 2019, le cabinet avait recensé 503 635 immatriculations, et cinq fois moins en 2020. Sur le marché des voitures particulières neuves, les hybrides se portent toujours bien et ont représenté 24 % de part de marché, talonnant à quelques véhicules près les ventes de diesel.

Le groupe Stellantis (né de l'union de PSA et Fiat Chrysler) a vendu en avril un total de 50 181 véhicules, et le groupe Renault 29 935 véhicules, des chiffres inférieurs d'environ 30 % à ceux de 2019. Côté constructeurs étrangers, le groupe Volkswagen a limité la baisse de ses ventes à 15,80 % par rapport à 2019, tandis que l'américain Ford a fait état d'un recul de 42,99 %.

R. E.

Pétrole

Le baril de Brent à moins de 68 dollars

Les gains d'une semaine, qui aura vu monter jeudi les cours du brut à leurs plus hauts niveaux en six semaines, s'érodaient vendredi devant la situation sanitaire en Inde, menace pour la demande d'or noir. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 67,87 dollars à Londres, en baisse de 1,01 % par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois perdait 1,18 %, à 64,24 dollars. La veille, le Brent et le WTI ont res-

pectivement atteint 68,95 et 65,47 dollars, une première depuis le 15 mars. Les contrats de référence du brut affichent toujours une hausse d'environ 3 % depuis le début de la semaine. «Alors que la situation semble évoluer dans la bonne direction aux Etats-Unis, l'impact de la flambée des cas de Covid-19 en Inde sur la demande de carburant suscite toujours de vives inquiétudes», ont expliqué les analystes.

Le variant «indien» a plongé le pays dans le chaos : l'Inde bat des records mondiaux de contaminations, avec près de 380 000

nouveaux cas quotidiens. Rien qu'en avril, l'Inde a dénombré plus de six millions de cas supplémentaires.

En conséquence, «les importations de pétrole pourraient diminuer de plus d'un million de barils par jour dans les prochaines semaines», selon les analystes A un pic en 2019, avant un reflux en 2020 sous l'effet de la pandémie, l'Inde consommait plus de 5 millions de barils par jour, ce qui la plaçait au troisième rang derrière les Etats-Unis et la Chine, d'après les chiffres du géant pétrolier BP. Les investisseurs

ont par ailleurs salué la croissance du Produit intérieur brut (PIB) américain au premier trimestre, qui a affiché 6,4 % en rythme annualisé, selon une première estimation du département du Commerce jeudi, de bon augure pour la solidité de la reprise de la demande de brut dans le pays. Le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), diffusé mercredi, avait fait état d'une consommation de produits pétroliers en hausse, et supérieure de 35,5 % à ce qu'elle était à la même période l'an dernier.

Samia Y.

Céréales

Le prix du blé à près de 200 euros la tonne

Les prix du blé de la prochaine récolte étaient proches de l'équilibre, vendredi à la mi-journée, au terme d'une semaine au cours de laquelle les inquiétudes climatiques, notamment autour du maïs brésilien, ont provoqué des soubresauts importants du marché.

Hier après-midi sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de 25 centimes pour l'échéance de septembre à 219 euros, et de 25 centimes également pour l'échéance de décembre à 218,50 euros, pour près de 20 000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, progres-

sait de 2,75 euros sur l'échéance juin à 239,50 euros, et de deux euros sur l'échéance d'août à 229,50 euros, pour environ 700 lots échangés. «Alors que la demande chinoise reste soutenue et que les stocks des grands pays exportateurs de céréales sont très faibles, l'appétit sans précédent des fonds spéculatifs sur ces marchés intensifie une inquiétante volatilité des prix. Une situation très tendue qui pourrait devenir explosive en cas d'incident climatique», a indiqué le cabinet Agritel dans une note publiée jeudi.

«Dans ce contexte, le Brésil,

deuxième exportateur mondial de maïs, inquiète particulièrement et apparaît plus que jamais comme le maillon faible du marché mondial des céréales», a-t-il ajouté.

Il estime que la production totale de maïs au Brésil, initialement attendue par le ministère américain de l'Agriculture à 109 millions de tonnes pour la campagne 2020/2021, est largement remise en cause. «Nous estimons que le pays a déjà perdu 10 millions de tonnes. Et si rien ne change très rapidement, les pertes risquent de s'aggraver», a prévenu Sébastien Poncelet, directeur du développement

chez Agritel.

«Du côté des Etats-Unis, la vague de froid a l'air de se calmer, ce qui explique que le marché de Chicago s'est légèrement détendu, mais ça reste quand même inquiétant, on pense qu'il y a eu un peu de dégâts», a-t-il noté.

En France, les pluies qui sont en train de tomber sont les bienvenues pour le blé tendre, notamment. Après le récent épisode de gel, FranceAgriMer a toutefois abaissé vendredi la proportion de cultures bonnes à très bonnes en blé tendre de 85 à 81 %.

N. T.

Prévention

Le manque de sommeil durant le ramadhan peut entraîner de graves troubles

n D' Hafida Latafi, spécialiste du sommeil à l'hôpital de Birtraria, recommande vivement de faire ses heures de sommeil durant le mois sacré du ramadhan pour éviter des troubles pouvant se répercuter sur la santé.

Par Hocine Y.

Dans une déclaration à l'APS, D' Latafi a indiqué que les habitudes changent durant le mois sacré du ramadhan vu que les personnes ne font que 3 à 4 heures de sommeil, ce qui peut modifier l'horloge biologique et entraîner des troubles, dont certains sont apparents et se manifestent dans les comportements individuels aussi bien dans la rue, au travail ou pendant la conduite, et d'autres sont internes et entraînent un changement hormonal, une sécrétion d'insuline voire un impact sur la

mémoire.

Les enfants scolarisés sont perturbés durant ce mois sacré qui coïncide avec le dernier trimestre. Le manque de sommeil peut entraîner des troubles de l'attention et de la concentration chez les élèves, a-t-elle indiqué, rappelant que la date des examens approche.

S'il perdure, le manque de sommeil chez les écoliers peut être un facteur d'échec scolaire, selon la spécialiste qui insiste sur le respects des heures de sommeil devant varier entre 6 et 7 heures par jour, tel que recommandé par les experts de la santé pour préserver l'équilibre mental et physique. Des citoyens approchés par l'APS disent souffrir du manque de sommeil durant ce mois sacré, précisant qu'ils se couchent à une heure tardive et doivent se lever tôt pour se rendre au travail ou accompagner leurs enfants à l'école.

Zahra, fonctionnaire dans un établissement public, affirme qu'*«elle souffre d'un déficit de sommeil, notamment pendant l'après-midi, avec une grande fatigue qui la prend jusqu'à son arrivée à la maison où d'autres tâches l'attendent mais ne pouvant les effectuer»*.



Pour sa part, Mohamed, la trentaine, qui était à l'intérieur de sa voiture, a indiqué qu'il dort tard au vu de sa profession libérale *«qui n'est pas soumise à des heures fixes»*, ajoutant qu'il lui est arrivé de dormir plusieurs fois à l'intérieur de son local, lorsqu'il se sent fatigué et envahi par *«le sommeil»*.

Une mère de trois enfants, tous scolarisés, affirme *«trouver de la difficulté au matin à réveiller ses enfants pour l'école, car ils dorment tard, bien qu'elle tient constamment à ce qu'ils soient*

au lit à 21h00».

«Le manque de sommeil chez eux les expose au manque de concentration et à des sautes d'humeur insupportables», a-t-elle déploré.

Pour sa part, le président de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), Ahmed Nait El-Hocine, a indiqué que la délégation a organisé plusieurs campagnes de sensibilisation autour de la prévention des accidents de la circulation, lors du mois sacré, notamment en ce qui a trait à la réduction de la vitesse, à

la baisse de la vigilance et au manque de sommeil au volant, en collaboration avec des médecins spécialistes en la matière.

Le même responsable a fait état de 25 000 accidents de la circulation en 2020, dans lesquels la baisse de la vigilance et le manque de sommeil au volant étaient la deuxième cause de ces derniers, avec un taux avoisinant 14 %, ajoutant que ce facteur *«n'a pas induit de très graves accidents seulement, mais a entraîné parfois la mort»*.

H. Y.

Dans 5 communes à Alger Perturbation à partir de samedi de l'alimentation en eau potable

UNE PERTURBATION de l'alimentation en eau potable interviendra du samedi (1^{er} mai) à partir de 21h00 jusqu'à dimanche à 20h00 dans cinq communes de la wilaya d'Alger en raison de la réparation d'une canalisation principale de transfert d'eau, a annoncé, hier, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal).

Il s'agit des communes de Draria (en sa totalité), Ouled Fayet (en sa totalité), Souidania (en partie), Dély Brahim (zhun Ain Allah) et Chéraga (en partie), a précisé la même source. Tout en assurant que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement dès la fin des travaux, Seaal a tenu à préciser que ces travaux ont été programmés durant la nuit dans le but de réduire leurs impacts au niveau de la Cité 527 Logts AADL El Achour, lieu où se trouve la canalisation principale de transfert d'eau.

Seaal a recommandé, ainsi, à ses clients de vérifier la fermeture de leurs robinets d'eau, afin d'éviter une éventuelle inondation au moment du rétablissement de la distribution d'eau.

Après la remise en eau, Seaal a conseillé aux citoyens de laisser couler à faible débit un de leurs robinets d'eau froide pendant quelques minutes afin de chasser l'air qui pourrait se trouver dans les branchements.

Seaal prie ses clients de l'excuser des désagréments causés par ces travaux et met à leur disposition, pour toute information, le numéro de son centre d'accueil téléphonique opérationnel, le 1594, accessible 7j/7 et 24h/24 et l'adresse électronique : mail. 1594@seaal.dz, ainsi que les pages Facebook de la société.

R. S.

Constantine/Ramadhan

Le Covid-19 restreint les initiatives caritatives et humanitaires

Le Covid-19 a restreint les initiatives caritatives engagées traditionnellement à Constantine durant le mois de ramadhan par des partenaires du secteur de la Solidarité et autres groupes de bénévoles et associations à caractère social et humanitaire auprès des classes les plus déshéritées, relèvent plusieurs parties concernées par la question.

Pour la deuxième année consécutive, la pandémie a rendu quelque peu difficile à Constantine l'exécution des plans d'actions de solidarité mis en œuvre par des instances concernées ainsi que le mouvement associatif, ont affirmé à l'APS des organisateurs chargés de cette mission.

Plusieurs catégories pauvres, dont des familles en zones d'ombre, des personnes sans revenus ou à besoins spécifiques, sont *«davantage menacées et affectées par la crise sanitaire due au Covid-19»*, a déclaré à l'APS le responsable du bureau Souboul El Khairat relevant de la Direction des affaires religieuses et des wakfs (DARW), Abdelkader Nouar.

L'apparition de cette pandémie à l'échelle locale depuis le mois de mars 2020 a *«provoqué une crise économique qui a eu des répercussions majeures au plan social et de solidarité, surtout le recul du nombre de bienfaiteurs participant régulièrement dans ce type d'actions»*, a-t-il précisé.

M. Nouar explique que les mesures prises pour freiner la propagation du virus, en particulier l'interdiction du regroupement

des citoyens et l'obligation du respect de la distanciation sociale, ont entravé cette année l'ouverture d'un nombre important de restaurants d'El Iftar et le bon déroulement de cette opération destinée essentiellement aux nécessiteux et aux sans domicile fixe (SDF).

Cette année, seuls huit restaurants réservés à ces franges sociales sont actuellement opérationnels, alors que leur nombre avant 2020 dépassait les vingt restaurants. 6 029 repas chauds ont été distribués depuis le début du mois de ramadhan contre 30 000 dénombrés durant la même période de l'année 2019, selon les dernières statistiques établies par la DARW.

Les actions de solidarité rares mais pas totalement absentes

Les restaurants de la Rahma du Croissant-Rouge algérien (CRA) de Constantine, destinés à soutenir différentes franges sociales défavorisées ainsi que les passants voyageurs, ne sont pas opérationnels le mois de jeûne pour la deuxième année consécutive, a indiqué de son côté à l'APS le président du bureau local de cet organisme, Ali Abdennour.

L'organisation de l'initiative *«Maidat Ramdhan»*, figurant parmi les actions caritatives réalisées chaque mois de ramadhan par le bureau local de cette instance sociale, a été annulée également cette année pour prévenir la propagation du coronavi-

rus, a fait remarquer M. Abdennour.

Le comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA) de Constantine dispose actuellement de cinq restaurants implantés dans les communes de Ain Smara, Ibn Ziad, Ain Abid, Constantine et à la nouvelle ville Ali-Mendjeli (El-Khroub), qui assuraient la distribution pendant le mois de ramadhan de pas moins 600 repas par jour. Plus de 20 000 repas y ont été servis durant le mois de ramadhan 2019, rappelle-t-on.

Par ailleurs, la directrice de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Samia Gouah, a indiqué à l'APS que les services locaux de ce secteur s'adaptent pour maintenir leurs missions en pleine crise sanitaire.

Plus de 1 500 couffins de denrées alimentaires, financés par des bienfaiteurs et des opérateurs économiques, ont été distribués depuis le début du mois de ramadhan aux familles nécessiteuses dans les zones d'ombre de plusieurs communes de la wilaya, a-t-elle souligné.

De son côté, le président de l'association Kafil El Yatim, Kamel Bousalem, a fait savoir que les associations à caractère social et humanitaire restent fortement mobilisées pour recueillir les dons, gérer les demandes d'aides et répondre aux besoins des couches les plus fragiles.

Pas moins de 850 kits de produits alimentaires ont été distribués aux veuves, en priorité celles des zones d'ombre.

Maya H.

Premier anniversaire de la disparition du chanteur Idir

Une commémoration réduite en raison de la crise sanitaire

■ Au programme commémoratif qui sera clôturé aujourd'hui en fin de journée, une exposition permanente retraçant le parcours de l'artiste et des témoignages de celles et ceux qui l'ont connu et fréquenté durant son enfance et sa carrière artistique.



Par Hamid Messir

Une foule nombreuse a assisté, vendredi à Ath Yenni (35 km au sud-est de Tiziouzoû), au

coup d'envoi des festivités commémoratives du premier anniversaire de la disparition du chanteur kabyle Idir, de son vrai nom Hamid Chriet, initiées par l'Assemblée populaire commu-

nale et le mouvement associatif local. Au programme commémoratif, qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui en fin de journée, une exposition permanente retraçant le parcours de l'artiste

et des témoignages de celles et ceux qui l'ont connu et fréquenté durant son enfance et sa carrière artistique. Les autorités locales ainsi qu'un public nombreux ont assisté à l'inauguration symbolique de la stèle où sera érigée, aujourd'hui, la statue en bronze en remplacement de celle installée avant-hier. Plusieurs activités seront organisées durant les soirées de ramadhan.

De son côté, la direction de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou a dévoilé son programme pour la même occasion, qu'a abrité la maison de la culture Mouloud-Mammeri. Des expositions et des projections de vidéos retraçant la vie et l'œuvre artistique du défunt ainsi que l'interprétation de ses chansons par des jeunes artistes ont été organisés à cette occasion.

Des concours en ligne sont organisés, notamment celui de la meilleure chorale reprenant les chansons de Idir et du meilleur portrait réalisé par des jeunes artistes.

Né en 1949 à Tizi-Ouzou, Idir, de son vrai nom Hamid Chriet, est décédé le 2 mai 2020, dans un hôpital parisien, à l'âge de 71 ans, des suites d'une longue maladie.

Auteur d'une prolifique discographie à succès dont certains titres (*Vava Inouva*, notamment) ont été repris dans plusieurs langues, Idir s'est produit sur de nombreuses scènes internationales, portant ainsi la chanson algérienne à l'universalité.

Dans son dernier album « *Ici et ailleurs*» sorti en 2017, il s'est associé à une panoplie de chanteurs de renom à l'instar de Charles Aznavour, Francis Cabrel ou encore Bernard Lavilliers.

Le 12 janvier 2018, après une quarantaine d'années d'absence de la scène algérienne, l'artiste a renoué avec son public lors d'un concert à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh, Yennayer.

H. M.

Journée internationale du jazz

Amel Zen célébrée sur la toile

«Jazzen», un concert virtuel de jazz animé par la chanteuse algérienne d'ethno-pop, rock, Amel Zen, a été présenté vendredi soir sur la chaîne YouTube de l'association «Musaika», à l'occasion du 10^e anniversaire de la Journée internationale du jazz, célébrée le 30 avril de chaque année.

Diffusé sur la toile pour des raisons de sécurité sanitaire liées à la propagation de la pandémie de Covid-19, le concert «Jazzen» a été organisé par l'association culturelle «Musaika», suite au projet de résidence musicale initié autour de l'artiste Amel Zen, en collaboration avec le Goethe Institut Algérie.

Soutenue par Fayçal Maâlem au piano, Nadjib Gamoura à la basse, Arezki Bouzid au saxophone, Nazim Bakour à la guitare et Hafid Abdelaziz à la batterie, Amel Zen a entonné avec une voix présente et étoffée durant près d'une heure, une dizaine de pièces, entre compositions, textes de sa plume et reprises de grands standards de jazz.

Donnant le ton avec «*Nessrah*», une composition de Yanis Djama rendue sur une cadence n'çraf et une interprétation vocale aux contours d'istikbar, Amel Zen imprime d'entrée son appartenance artistique et le registre musical dans lequel elle compte inscrire son œuvre au contenu autochtone et aux formes ouvertes sur le jazz et la World Music.

Les pièces «*Kan ikoulli*», «*Noudjoum elli*», «*Lullaby of birdland*» de George Shearing, «*Chkoun enta*» texte d'Amel Zen sur la musique du célèbre «*Liber Tango*» d'Astor Piazzolla, «*My Funny Valentine*» de Richard Rodgers et Lorenz Hart, «*Footprints*» de Wayne Shorter, «*Yellis lyouraren*» d'Amel Zen et Fayçal Maâlem et «*Assirem*» de Noureddine Boutella, ont été interprétées dans différentes cadences binaires et ternaires rendues dans un esprit d'improvisation aux arrangements et aux accords dissonants du jazz.

Les musiciens ont excellé dans leurs œuvres, faisant preuve de virtuosité et de profession-

nalisme à travers un jeu d'accompagnement de haute facture et des solos d'improvisations aux envolées phrastiques saisissantes qui renvoient aux prestations prodigieuses des grandes soirées de jazz.

Fayçal Maâlem embellissant la voix suave d'Amel Zen par des répliques intelligemment placées à l'entre-chant, a été époustouflant de technique dans ses solos et ses improvisations qu'il a menés avec une grande maîtrise et une dextérité remarquable, au même titre que l'ensemble des musiciens qui ont également fait montre de l'étendue de leurs talents respectifs.

Dotée d'une voix à la tessiture large, Amel Zen n'a pas manqué de rendre hommage au grand pianiste Chick Coréa, une des icônes du jazz, disparue le 9 février dernier, reprenant dans un brassage culturel judicieux «*Armando's Samba*», un des titres qui ont fait la célébrité du compositeur de «*Spain*», introduit par un istikhbar au piano, puis à la voix dans le mode sehli

de la musique andalouse.

La cantatrice terminera son tour de chant avec «*Yellis lyouraren*» et «*Assirem*», deux pièces interprétées en tamazight dans des atmosphères et des cadences de Free jazz, au plaisir des internautes qui auront été nombreux à suivre le concert «Jazzen», postant leurs commentaires et compliments en temps réel.

A dix ans déjà, Amel Zen manifeste un intérêt grandissant à la musique, avant d'intégrer «*El Kaissaria*» de Cherchell, une association de musique andalouse, puis successivement en 2002 alors qu'elle n'avait que 17 ans, les orchestres, régional d'Alger et national de musique andalouse.

En 2013, elle remporte les prix du «Meilleur espoir» et celui de la «Révélation féminine», avant de sortir, en 2015, de nouveaux vidéoclips, dont «*El Warda*» et «*Tlata*», reprise de l'ancienne composition du répertoire classique malhoun «*Tlata Zahwa W Mraha*».

A. S.

Prix Cheikh Abdelkrim-Dali Appel à participation au concours

La Fondation Cheikh Abdelkrim-Dali a lancé un appel à participation à la 3^e édition du prix éponyme pour la meilleure interprétation du chant andalou, prévu du 15 au 19 novembre prochain.

La dernière édition de ce concours a distingué le jeune interprète de musique andalouse, Wahab Bahri.

Organisé depuis 2016, le Prix Cheikh Abdelkrim-Dali, du nom de cette grande figure de l'andalou, vise à promouvoir de jeunes talents et enrichir le répertoire de cette musique savante.

F. H.

Décès

La productrice Anne Douglas n'est plus

La productrice belgo-américaine Anne Douglas, veuve de la légende d'Hollywood Kirk Douglas, est décédée jeudi à son domicile de Beverly Hills quelques jours après avoir fêté ses 102 ans, ont annoncé des médias.

Mort en février 2020 à l'âge de 103 ans, Kirk Douglas avait rencontré Anne en 1953 à Paris, alors qu'il tournait le film «*Un acte d'amour*».

Le couple Douglas sera resté marié pendant 66 ans et a eu deux fils, Peter et Eric. Ils formaient une famille avec deux autres fils, Michael et Joel, que l'acteur avait eu d'une précédente union avec Diana Dill. Anne Douglas appelait cette dernière «*notre ex-femme*».

Anne Douglas était née Hannelore Marx dans une famille allemande d'Hanovre le 23 avril 1919. Envoyée dans un

pensionnat suisse, elle n'avait pas voulu rentrer dans l'Allemagne hitlérienne et avait poursuivi sa scolarité en Belgique, jusqu'à ce que les Nazis bombardent Bruxelles en 1940. Anne avait pris la fuite en voiture vers la France avec des amis. Comme elle possédait des documents d'identité allemands, ses amis l'avaient poussée à épouser Albert Buydens pour obtenir la nationalité belge et

elle était devenue Anne Laure Buydens.

Elle avait été vite rattrapée en France par l'occupation des troupes allemandes, mais sa maîtrise de nombreuses langues lui avait permis de travailler pour un distributeur de films français.

Après la guerre, elle avait poursuivi sa carrière dans le cinéma en France, travaillant pour la chaîne américaine NBC puis pour John Huston sur la

production de «*Moulin Rouge*», avant de rencontrer son époux.

Anne Douglas s'est beaucoup investie dans des œuvres artistiques et philanthropiques.

Elle avait convaincu Kirk Douglas de vendre aux enchères une grande partie de sa collection d'œuvres d'art pour financer la rénovation de 400 aires de jeux des écoles de Los Angeles à la fin des années 1990.

M. K.



Afghanistan

Les États-Unis ouvrent la dernière phase de leur retrait

■ Les États-Unis commencent officiellement, hier, le retrait de leurs derniers soldats d'Afghanistan, qui une fois achevé sonnera la fin d'une guerre de 20 ans pour eux, mais ouvrira une période de forte incertitude pour un pays sous l'emprise grandissante des talibans.

Par Mourad M.

Dans les faits, le processus de retrait est déjà en cours, selon des responsables américains en Afghanistan, et la date du 1^{er} mai est avant tout symbolique. Il s'agissait de l'échéance choisie lors de l'accord signé en février 2020 au Qatar avec les talibans par l'ancienne administration de Donald Trump, actant ce retrait. Ces derniers jours, le ciel au-dessus de Kaboul et de la base aérienne toute proche de Bagram s'est plus souvent que d'ordinaire rempli d'hélicoptères américains, chargés de préparer ce grand départ, qui interviendra d'ici le 11 septembre, date du 20^e anniversaire des attentats de 2001. Les alliés de l'Otan ont eux commencenté jeudi le retrait des contingents

de la mission «Resolute Support», qui doit se faire de manière coordonnée avec les Américains. Les forces de sécurité afghanes étaient en état d'alerte hier, redoutant des attaques contre les forces américaines au moment de leur retrait. «Les talibans pourraient intensifier la violence», a déclaré le ministre de l'Intérieur par intérim, Hayatullah Hayat, aux chefs de la police tard vendredi, selon un clip audio remis aux journalistes. Le conseiller de la sécurité nationale afghane, Hamdullah Mohib, a estimé que les talibans «pourraient choisir la guerre». Le Président Joe Biden avait confirmé mi-avril le départ des 2 500 soldats encore présents en Afghanistan. «L'heure est venue de mettre fin à la plus longue guerre de l'Amérique», avait-il déclaré, estimant que l'objectif

de l'intervention, qui était d'empêcher l'Afghanistan de servir à nouveau de base à des attaques contre son pays, avait été rempli.

Pour leur part, les talibans ont estimé que le retrait aurait dû être achevé le 1^{er} mai et que le maintien de troupes après cette date était une «claire violation» de l'accord avec Washington.

«Cela ouvre en principe la voie à nos combattants pour qu'ils prennent les actions appropriées contre les forces d'invasion», a déclaré à l'AFP Mohammad Naeem, un porte-parole du groupe. Les États-Unis étaient intervenus en Afghanistan dans la foulée des attentats de 2001 contre les tours jumelles de New York et le Pentagone. Ils ont chassé du pouvoir les talibans, accusés d'avoir accueilli la nébuleuse jihadiste Al-Qaïda responsable des attentats, avant de s'enliser.

Au plus fort de leur présence, en 2010-2011, quelque 100 000 militaires américains étaient déployés dans le pays. Plus de 2 000 Américains et des dizaines de milliers d'Afghans ont été tués au cours de ce conflit. Depuis la signature de l'accord de Doha, les talibans se sont abstenus d'attaquer directement les forces étrangères. Mais ils se sont montrés sans pitié avec les troupes gouvernementales, qu'ils ne cessent de harceler dans les campagnes, tout en terrorisant les grandes villes avec des attentats ciblés. L'annonce du départ des Américains n'a fait qu'exacerber la peur de nombreux Afghans, qui redoutent de voir les talibans revenir au pouvoir et imposer le même régime fondamentaliste que lorsqu'ils gouvernaient le



Ph. > D. R.

pays, entre 1996 et 2001.

«Tout le monde est effrayé à l'idée de retourner aux jours sombres de l'ère talibane», a déclaré à l'AFP Mena Nowrozi, une employée d'une radio privée à Kaboul. «Les talibans sont toujours les mêmes, ils n'ont pas changé. Les États-Unis auraient dû rester au moins une ou deux années de plus». Le Président afghan, Ashraf Ghani, affirme que les troupes gouvernementales, qui depuis plusieurs mois déjà se battent seules sur le terrain – mais parfois avec le soutien aérien des Américains –, sont «pleinement capables» de résister aux insurgés.

Il veut aussi croire que le retrait américain signifie que les talibans n'ont plus de raison de continuer à se battre. «Qui tuez-vous ? Qui détruisez-vous ? Il en est maintenant fini de votre prétexte de tuer des étrangers», a-t-il dit cette semaine dans un discours. Mais le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, a reconnu mercredi ne pas pouvoir exclure l'éventualité d'un chaos total. «Dans le pire des cas, on a un effondrement du

gouvernement afghan, un effondrement de l'armée afghane, on a une guerre civile, on a la catastrophe humanitaire qui va avec, puis le retour potentiel d'Al-Qaïda», a-t-il admis.

Abdul Malik, un policier de Kandahar (sud), dans une province qui est l'un des bastions historiques des talibans, a affirmé à l'AFP que les forces armées étaient prêtes. «Nous devons défendre notre patrie (...) Nous ferons de notre mieux pour défendre notre sol», a-t-il insisté.

Rien ne garantit que les talibans n'attaqueront pas les troupes américaines ou de l'Otan pendant leur retrait. S'ils le faisaient, ce serait «pour faire saigner le nez d'un ennemi battu et pour l'humilier encore plus», souligne l'expert indépendant Nishank Motwani.

Pour Andrew Watkins, analyste à l'International Crisis Group, les prochaines semaines vont permettre à l'armée afghane et aux talibans de «se battre et d'évaluer leur adversaire sans le facteur supplémentaire

M. M.



Commentaire

Immigration

Par Fouzia Mahmoudi

I l y a encore six ans, le discours des républicains américains sur l'immigration laissait peu de place à l'interprétation. Un discours fermement opposé aux arrivées migratoires, rejetant la politique de légalisation des sans-papiers menée par Barack Obama. Toutefois, durant la campagne présidentielle de 2016 le ton a changé. Plusieurs candidats à l'investiture républicaine durant les élections primaires n'hésitant pas alors à tenir un discours pro-légalisation et pro-immigration. Macro Rubio, lui-même d'origine cubaine et Jeb Bush, ayant été les candidats les plus ouverts à une politique plus «accueillante» de leur pays. Aujourd'hui, c'est le frère de Jeb, George W. Bush, qui s'invite dans le débat public américain, cette fois-ci en tant que défenseur de l'immigration, à contre-courant de son propre parti. Le 43^e président des États-Unis a en effet publié le 20 avril un nouveau livre, qui rassemble des portraits d'immigrés qu'il a peints (*Out of Many, One : Portraits of America's Immigrants*). En partageant les histoires «remarquables» d'immigrés, l'ex-président aujourd'hui âgé de 74 ans, a expliqué espérer «humaniser le débat sur l'immigration et la réforme du système migratoire», dans une tribune publiée dans le «Washington Post». La sortie de ce livre survient au moment où le démocrate Joe Biden, qui avait promis une politique migratoire plus «humaine» après les années Trump, est aux prises avec la plus forte hausse en 15 ans d'arrivées de migrants à sa frontière Sud. Ancien gouverneur du Texas, un État frontalier du Mexique fortement marqué par l'immigration, le républicain qui n'a pas réussi à mettre en place des réformes migratoires d'envergure durant sa présidence, a vivement critiqué son parti et les positions anti-immigration qu'il véhicule. Le Parti républicain est devenu «isolationniste, protectionniste et dans une certaine mesure nativiste», a jugé l'ex-président dans un entretien avec NBC Today, évoquant le nativisme, mouvement politique américain qui s'oppose à toute nouvelle immigration. George W. Bush défend une voie vers la citoyenneté pour ceux qui sont arrivés aux États-Unis encore enfants, appelés les «Dreamers», et un processus progressif pour les millions de sans-papiers qui vivent aux États-Unis, selon lequel le permis de résidence puis la citoyenneté devraient être mérités. Les candidats devraient ainsi payer une amende et leurs arriérés d'impôts, apporter la preuve de leurs années de travail aux États-Unis et de leur bonne connaissance de l'anglais et de l'histoire américaine, et n'avoir aucun antécédent judiciaire. De telles idées contrastent avec les vues actuelles du Parti républicain, et sont plus proches des convictions portées par certains démocrates qui étaient pourtant en opposition totale à George W. Bush lorsqu'il était au pouvoir. L'ancien président néo-conservateur est toutefois en faveur d'un renforcement de la frontière avec le Mexique «avec une touche de compassion», même s'il reconnaît que son discours a peu de chance de faire mouche dans les milieux les plus conservateurs, alors qu'aujourd'hui l'électorat républicain est polarisé comme jamais et que Donald Trump et ses idées de mur et de criminalisation de l'immigration illégale sont toujours aussi populaires.

F. M.

Birmanie

Le Conseil de sécurité de l'ONU réclame l'application du plan de l'Asean

L e Conseil de sécurité de l'ONU a réclamé vendredi, dans une déclaration unanime, l'application du plan de l'Asean en cinq points en faveur notamment d'une «cessation immédiate de la violence en Birmanie», un texte adouci à la demande de la Chine et de la Russie. Ce plan, qui prévoit aussi la nomination d'un émissaire de l'Association des nations d'Asie du sud-est (Asean), doit être appliqué «sans délai», précise le Conseil dans sa déclaration initiée par le Royaume-Uni.

Faisant suite à une réunion à huis clos dans la matinée, ce texte a nécessité pour les Occidentaux de faire des concessions à l'égard de Pékin et Moscou. Ces derniers ont réclamé et obtenu la suppression d'une mention dans un premier projet de texte obtenu par

l'AFP, dans laquelle le Conseil condamnait «à nouveau fermement la violence contre des manifestants pacifiques» et exigeait des «militaires la plus grande retenue».

«Ce qu'il faut éviter, c'est de perdre l'unité du Conseil au point de le mettre hors jeu. C'est de la dentelle, c'est très progressif», explique un diplomate sous couvert d'anonymat, en reconnaissant l'obligation de plier devant la Chine, premier soutien de la Birmanie, pour la garder dans le consensus international.

Depuis le coup d'État militaire du 1^{er} février, le Conseil de sécurité aura adopté quatre déclarations en incluant celle de ce vendredi, toutes amoindries lors des négociations par Pékin.

La réunion vendredi avait été convoquée par le Vietnam afin de présenter les conclusions du

récent sommet en Indonésie de l'Asean. La déclaration adoptée encourage une visite en Birmanie de l'émissaire de l'ONU, Christine Schraner Burgener, «aussitôt que possible». En tournée dans la région, cette dernière a répété au Conseil de sécurité son appel à une position internationale collective pour espérer peser sur l'évolution de la situation, selon des diplomates.

Elle a aussi rendu compte d'un long entretien tenu en marge du sommet de l'Asean avec le chef de la junte birmane, le général Min Aung Hlaing. Selon des diplomates, elle a alors essuyé un nouveau refus de l'officier pour pouvoir se rendre en Birmanie. Vendredi, elle a indiqué au Conseil avoir émis la veille une nouvelle requête pour aller dans le pays.



Fédération algérienne de football

Le président de la Fifa Infantino invité en Algérie par Amara

Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF), Charaf-Eddine Amara, a invité le patron de la Fédération internationale (Fifa), Gianni Infantino, à se rendre en Algérie, a affirmé vendredi le premier responsable de l'instance fédérale.

«En tant que président de la FAF, j'ai invité Gianni Infantino à se rendre en Algérie. Cette invitation doit être préparée en concertation avec les autorités, idem pour le président de la CAF, Patrice Motsepe», a indiqué Amara à la presse à l'aéroport d'Alger, peu après son arrivée en provenance de Doha (Qatar).

Le successeur de Kheireddine Zetchi s'est rendu à Doha pour assister notamment au tirage au sort de la Coupe arabe de la Fifa 2021. Il a profité de sa présence sur place pour discuter avec Gianni Infantino et le président de la CAF, Patrice Motsepe.

«Au cours de la discussion que j'ai eue avec Infantino, il m'a félicité de vive voix après mon élection à la FAF, car j'ai entendu dire que la Fifa ne m'a pas félicité.

Nous avons eu une longue réunion, très intéressante, nous avons évoqué pas mal de questions relatives à l'Algérie et la Fifa, et le rôle que devait jouer notre pays au sein des organes de l'instance mondiale», a-t-il ajouté. Pour rappel, le président de la Fifa devait effectuer une visite à Alger les 21 et 22 février derniers, avant d'être reportée à une date ultérieure, «pour des raisons de contingences particulières».

Cette visite s'inscrivait dans le cadre du «rapprochement avec les associations membres». Gianni Infantino s'était déjà rendu en Algérie en novembre 2015, alors qu'il occupait le poste de secrétaire général de l'Union européenne de football (UEFA).

Coupe de la Ligue (1/8^{es} de finale)

L'O Médéa qualifié aux quarts de finale

L'Olympique de Médéa s'est qualifié aux quarts de finale de la Coupe de la Ligue professionnelle de football, en s'imposant devant l'USM Bel-Abbès sur le score de 1 à 0, vendredi au stade Imam-Ilias de Médéa. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Goumari sur penalty à la 51^e minute. Dans

les autres huitièmes de finale, disputés vendredi, le MC Oran et l'US Biskra se sont également qualifiés au prochain tour en s'imposant, respectivement, devant le RC Relizane (1-0) et le Paradou AC au bout de la séance de tirs au but (5-4), (0-0) après le temps réglementaire.

Ligue des champions d'Europe

L'UEFA maintient la finale à Istanbul

L'UEFA a confirmé vendredi qu'elle comptait maintenir l'organisation de la finale de la Ligue des champions le 29 mai à Istanbul, malgré le regain de l'épidémie de Covid-19 en Turquie où un troisième confinement est entré en vigueur jeudi. Selon le diffuseur français de la compétition RMC Sport, ainsi que le jour-

nal britannique «The Daily Mail», l'instance réfléchirait pourtant à délocaliser la rencontre pour raisons sanitaires. «La finale aura lieu à Istanbul le 29 mai avec un nombre limité de spectateurs. Nous avons l'assurance que le confinement temporaire en place jusqu'au 17 mai n'aura aucun impact sur le match», a démenti

Ligue des champions d'Afrique (quarts de finale/ tirage au sort)

Le CRB se frottera à l'EST, le MCA défiera le WAC

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad et le MC Alger, sont tombés sur de gros morceaux en quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique, après le tirage au sort effectué vendredi au siège de la Confédération africaine (CAF) au Caire (Egypte).

Par Mahfoud M.

Ils seront opposés respectivement à l'Espérance de Tunis (Tunisie) et au Wydad de Casablanca (Maroc). Le Chabab jouera la première manche à Alger entre le 14 et 16 mai, avant de se rendre à Tunis pour défier les «Sang et Or», à l'occasion de la seconde manche programmée une semaine plus tard (21-22-23 mai). De son côté, le Mouloudia recevra d'abord les Marocains du Wydad, avant de se déplacer à Casablanca, en vue du match retour. En cas de qualification pour les demi-finales (aller : 18-19-20 juin, retour : 25-26-27 juin), le CRB sera opposé au vainqueur de la double confrontation entre Al-Ahly du Caire (Egypte) et Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), alors que le «Doyen» défiera, dans le dernier carré, le vainqueur des deux manches entre Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) et Simba SC (Tanzanie). Classés deuxièmes de leurs groupes respectifs à l'issue de la phase de poules, le CRB et le



Sayoud et le Chabab auront fort à faire face à l'EST

MCA figuraient dans le chapeau 2, lors du tirage au sort, en compagnie de Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) et d'Al-Ahly du Caire (Egypte), et ne pouvaient ainsi se rencontrer en quarts de finale. La finale est fixée, quant à elle, au 17 juillet, sur un terrain qui reste à déterminer.

en tête du Groupe «B», auront la chance de disputer le match «retour» chez eux, car ils commencent par se déplacer en Tunisie. Dans les trois autres quarts de finale, les Sud-Africains d'Orlando Pirates seront opposés au Marocains du Raja Casablanca, alors que les Egyptiens du FC Pyramids et les Camerounais du Coton Sport Garoua seront opposés respectivement aux Nigériens d'Enyimba et aux Sénégalais de Jaraaf. En cas de qualification, la JSK pourrait retrouver le Coton Sport Garoua, qu'elle avait dominé dans le Groupe «B» de la phase de poules, à condition que lui aussi arrive à se qualifier face au Jaraaf. Les demi-finales sont prévues en aller et retour, respectivement les 16 et 23 mai prochains, suivant les résultats du tirage au sort effectué vendredi au Caire (Egypte). Les Canaris, qui avaient terminé

M. M.

Coupe de la CAF : la JS Kabylie hérite du CS Sfaxien

Pour sa part, la JS Kabylie, seule représentante algérienne en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), après l'élimination de l'ESS, sera opposée au Club Sportif Sfaxien (Tunisie) en quarts de finale de l'épreuve, prévus en aller et retour, respectivement les 16 et 23 mai prochains, suivant les résultats du tirage au sort effectué vendredi au Caire (Egypte). Les Canaris, qui avaient terminé

Comité olympique et sportif algérien

L'AG électorale le 8 juin, l'AGO le 29 mai à Alger

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) tiendra son Assemblée générale électorale (AGE) pour le mandat olympique 2021-2024 le 8 juin (9h00) à Ben Aknoun, alors que l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de l'exercice 2020 aura lieu le 29 mai (9h00) à l'hôtel El Djazaïr (Alger), a appris hier l'APS de l'instance olympique. L'AGE sera précédée par l'AG ordinaire qui sera consacrée à l'approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 14 novembre 2020 et la présentation et l'adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2020, précise la même source. Lors de cette AGO, il sera procédé également à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consigne, chargées de l'organisation de l'Assemblée générale électorale prévue le 8 juin au siège du COA à Ben Aknoun (Alger). Le Comité

olympique et sportif algérien est présidé depuis le 12 septembre 2020 par le médaillé de bronze aux JO-2000 de Sydney, Abderrahmane Hammad.

L'UEFA. «L'UEFA va continuer à travailler en collaboration avec la Fédération turque de football, les autorités locales et nationales, pour organiser le match en toute sécurité», a poursuivi l'instance basée à Nyon (Suisse).

«Plus d'informations au sujet de la capacité d'accueil du stade et de la billetterie seront communiquées prochainement», a-t-elle ajouté. Avec le taux d'infection le plus élevé d'Europe, la Turquie a entamé jeudi soir un nouveau confinement total, avec la fermeture de toutes les entreprises non-essentiels et la restriction des déplacements entre les régions.

Ligue 1 (mise à jour)

Large victoire du MCA, le CRB surpris par l'USMA

Le MC Alger s'est largement imposé devant le NC Magra sur le score de 5 à 1 (mi-temps : 1-0), en match comptant pour la mise à jour de la 18^e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputé vendredi soir au stade du 5-Juillet 1962 (Alger). Les buts du MCA ont été inscrits par Bensaha (45'+1), Frioui (59', 69', 78') et Bourdim (67'), alors que Bourahla (57') avait réduit le score pour le NC Magra. A la faveur de ce succès le MC Alger (31 pts) rejoint l'USM Alger et l'AS Ain M'liia au 7^e rang du classement, alors que le NC Magra occupe la 17^e place avec 16 points. Dans l'autre rencontre de mise à jour disputée ce vendredi, l'USM Alger a battu le CR Belouizdad (1-0), grâce à un but de Benchâa dans le temps additionnel (90'+4). A l'issue de cette ren-

contre, le CRB reste 4^e en compagnie du MC Oran avec un total de 33 pts, alors que l'USMA rejoint l'AS Ain M'liia à la 7^e place avec un total de 31 pts pour chaque équipe. Le Chabab s'est plaint de l'arbitrage dans ce choc, après que l'homme en noir a fermé l'œil sur une main d'un défenseur usmiste dans la surface de réparation.

M. M.

Résultats partiels:
CRB-USMA 0-1
MCA-NCM 5-1

	Pts	J
1). ES Sétif	39	18
2). JS Saoura	36	19
3). JS Kabylie	34	19
4). CR Belouizdad	33	19
5). MC Oran	33	19
6). O. Médéa	32	19
7). AS Ain M'liia	31	19
8). USM Alger	31	19
9). MC Alger	31	19
10). CS Constantine	30	19
11). Paradou AC	27	19
12). RC Relizane	24	19
13). ASO Chlef	20	19
14). WA Tlemcen	20	19
15). NA H.Dey	19	19
16). US Biskra	19	19
17). NC Magra	16	19
18). USM Bel-Abbès	15	19
19). JSM Skikda	11	18
20). CABB Arréridj	5	19

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

20^e jour de ramadhan
Imsak : 04 : 06
Iftar : 19 : 41

Emigration clandestine

Un passeur arrêté à Chlef

Les éléments de la 6^e sûreté urbaine de Chlef ont procédé à l'arrestation d'un individu soupçonné d'avoir organisé des voyages d'émigration clandestine par mer, a indiqué vendredi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment l'émigration clandestine, les éléments de la 6^e sûreté urbaine (Chlef) ont procédé à l'arrestation d'un passeur (22 ans) qui organise des voyages clandestins par mer à partir des côtes d'une ville de l'ouest du pays.

Les patrouilles de contrôle effectuées par les éléments de

police au niveau de la gare routière de Chlef ont permis de repérer le suspect accompagné de trois filles, avant de les appréhender et de les transférer au commissariat pour parachever les procédures, a précisé le communiqué.

A l'issue de l'enquête préliminaire, il s'est avéré que le mis en cause avait reçu des sommes d'argent de la part des filles en vue de les faire sortir du pays clandestinement depuis les côtes d'une ville de l'ouest, a ajouté le document.

Après parachèvement des procédures, le mis en cause a été présenté devant les juridictions judiciaires compétentes pour «trafic de migrants».

L. O.

Khémis Miliana

Arrestation d'un individu objet de sept mandats d'arrêt

Les services de sécurité de Ain Defla ont arrêté récemment à Khémis Miliana un individu ayant fait l'objet de sept mandats d'arrêt émis par la justice pour différents crimes, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Exploitant des informations sur un individu de 53 ans recherché par la justice pour son implication dans différents crimes, lequel se rendait fréquemment à Khémis Miliana, les services de

la sûreté de daïra ont mis au point un plan visant sa neutralisation, a-t-on indiqué.

Après l'avoir identifié, les policiers l'ont surveillé de très près et ont ainsi réussi à l'arrêter mercredi dernier à hauteur du centre-ville de Khémis Miliana, a-t-on fait savoir.

Présenté jeudi devant les instances judiciaires de Khémis Miliana, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, a-t-on indiqué de même source.

L. N.

Foot-Ligue 1/USM Bel-Abbès

Démission du directeur général et de l'entraîneur

Le directeur général de la Société sportive par actions (SSPA) de l'USM Bel-Abbès, Abbes Morsli, a démissionné de son poste en compagnie de son staff administratif et de l'entraîneur de l'équipe, Mouaz Bouakkaz, a annoncé, hier, ce club pensionnaire de la Ligue 1 de football.

La même source a fait savoir, dans un communiqué de presse, que la démission de Morsli, également président du Club sportif amateur (CSA), est motivée par «la situation financière délicate que traverse le club depuis le début de cette saison, en plus des problèmes de santé de l'intéressé».

Et d'ajouter : «Les autorités locales et les responsables de la SSPA/USMBA seront informés de cette décision dans les

prochaines heures par le biais d'un huissier de justice qui leur remettra aussi les licences des joueurs et des différents staffs de l'équipe».

Dans le même communiqué, le staff administratif de la SSPA du club a précisé qu'il s'était retrouvé, depuis sa nomination en septembre dernier, dans l'obligation de se charger de l'aspect financier «alors qu'il n'est pas de notre ressort».

Le retrait du directeur général et ses assistants vient mettre un terme aux relations tumultueuses ayant marqué leurs rapports avec le conseil d'administration de la SSPA du club présidé par Abdelghani El Hennani, un état de fait qui a porté préjudice à l'équipe, regrette-t-on dans les milieux



Djaloul@hotmail.com

Célébration du 1^{er} mai par des syndicats autonomes

Marche à Béjaïa pour la préservation des acquis sociaux

La célébration de la Journée internationale du travail, 1^{er} mai, a été marquée, hier, par une marche à Béjaïa à l'appel des syndicats autonomes. Au moins quatre syndicats dont le Cnapeste, le Snapap/Ggata, le Satef et le Snap, ont pris part à cette manifestation qui a rassemblé quelques centaines de travailleurs.

Par Hocine Cherfa

La procession s'est ébranlée de la Maison de la culture jusqu'au siège de la wilaya. Au cours de cette action, les participants ont dénoncé «les atteintes et le musellement des libertés démocratiques et syndicales, la précarité de l'emploi, la remise en cause des acquis de la lutte des travailleurs». Ils ont récla-

ment également «une justice sociale, un pouvoir d'achat qui garantisse la dignité à tous les travailleurs, une gestion rationnelle et une répartition équitable de l'argent public, l'arrêt de la répression des libertés syndicales, l'arrêt de l'abus de pouvoir, le bannissement de la discrimination salariale». Sur des banderoles brandies par les contestataires organisés en caravanes, on pouvait lire, entre autres :

«Le travail ne peut pas être un devoir sans salaire», «Les travailleurs réclament leurs droits légitimes», «Pour un syndicat libre, démocratique et combatif», «Pour une Algérie meilleure et pour une démocratie majeure», réitérant leur soutien aux syndicalistes suspendus et poursuivis en justice par leurs responsables et leurs patrons. Dans une déclaration commune, les quatre syndicats estiment que «le 1^{er} mai, journée internationale des luttes des travailleurs, intervient cette année dans une conjoncture particulière». Et d'ajouter : «La situation ne cesse de se dégrader à vue d'œil et rien n'augure qu'elle va s'améliorer dans les jours à venir étant donné l'inertie des pouvoirs publics face au laminage du pouvoir d'achat et à la précarité de l'emploi». Les syndicats autonomes ont appelé hier à «un front commun de lutte syndicale et à l'unité d'action, l'arrêt de la répression des libertés syndicales et l'augmentation du pouvoir d'achat», entre autres. Pour sa part, le PST, qui a tou-

jours marqué cette Journée internationale de lutte ouvrière, a appelé à un esprit unitaire «pour un travail décent pour tout demandeur d'emploi, un salaire minimum de 50 000,00 DA, l'indexation des salaires et des retraites sur le coût de la vie, le droit syndical dans le secteur public comme dans le secteur privé, l'arrêt du bradage des entreprises publiques, un service public de qualité et une retraite anticipée sans conditions d'âge». Pour le PST de Béjaïa, le «1^{er} mai intervient, cette année, dans un contexte de guerre sociale déclarée aux travailleurs et aux masses populaires, mais aussi par les grèves et les luttes ouvrières au niveau de Numilog, Alcost, Education, Santé, Postes, Ergr... Il estime que «le pouvoir a mis l'économie nationale au service des oligarques et des multinationales», ainsi «des centaines de milliers de travailleurs ont perdu leur emploi, des milliers d'autres sont sans salaire depuis des mois, alors que le pouvoir d'achat s'effondre». Le PST estime que sans l'unité d'action il est impossible de contrer la politique de remise en cause de lutte ouvrière : «Certes, le front social se réveille, les travailleurs se mobilisent pour contrer l'offensive du pouvoir, mais les luttes éparpillées et isolées sont impuissantes pour stopper l'offensive du pouvoir et remettre en cause sa politique d'appauvrissement des masses».

R. S.

H. C.